

ACTA : Comment faire entendre sa voix (appelle ton eurodéputé etc.)

*Nous avons souhaité ici vous proposer une version courte « billet blog sexy » du [kit wiki ACTA](#) de la Quadrature du Net. L'objectif est avant tout de tenter d'élargir le public sensibilisé, c'est pourquoi **nous comptons sur vous** pour l'action et le relais. Merci à [@Quota_Atypique](#) et [@Siltaar](#) pour cette rédaction collaborative.*

D'abord, pourquoi ?

Parce qu'avec ACTA^[1] on est en train de nous imposer un accord commercial « multi-national », négocié en secret depuis 3 ans par 39 pays, et qui menace Internet, nos libertés fondamentales, mais aussi l'accès aux médicaments génériques et la biodiversité planétaire. Rien que ça.



- > La [vidéo](#) au format webm
- > Le fichier de [sous-titres](#)

En effet, en renforçant ainsi le copyright, l'accord prévoit d'empêcher la production de médicaments génériques (considérés alors comme de la contrefaçon) ainsi que la culture de céréales et autres plantes non soumises aux brevets.

Côté réseau, ce traité charge les fournisseurs d'accès à Internet (FAI) de surveiller ce que leurs utilisateurs font en ligne, puisqu'il seront tenus responsables des contenus « illicites » qui passent par leurs réseaux. On appelle ça mettre de la responsabilité sur les intermédiaires techniques. Or c'est se tromper de cible. C'est un peu comme arrêter en grand fracas un p'tit génie du web, innocent, parce qu'il a

mit en place sur Internet un service tellement bien et tellement utilisé, que certains s'en servent sans respecter la loi. Et je ne vous parle pas de MegaUpload là, [mais de IRC.LC](#), développé par Pierrick Goujon en Bretagne française.

De fait, avec ACTA cet incident ne serait plus une « bavure », mais la stricte application de la loi. Les FAI, les hébergeurs web, les fournisseur de service... tous deviennent police et justice privée du copyright. Dans ces conditions, on ne serait pas surpris de voir des mesures de censure « préventive » prises par les FAI pour s'éviter des sanctions^[2].

HADOPI finalement, à côté d'ACTA c'est du *pipi de lolcat*. Et HADOPI, ça a quand même été censuré par le Conseil Constitutionnel, quand il en a eu l'occasion. Quand on s'est bougé pour lui en donner l'occasion. Or, ce n'est pas ce qui est entrain de se profiler pour ACTA...

Pour résumer donc, ACTA c'est un paquet de mesures dangereuses, déguisées en accord commercial, qui vient d'être signé comme si de rien n'était par 22 pays (sur 39), malgré la [démission du rapporteur](#) côté Union Européenne, malgré des [manifestations importantes en Pologne](#) (et récemment [jusqu'en France](#)), ou encore hier, les excuses [publiques de l'ambassadeur de Slovaquie](#). Or, si le texte en cours de négociation a pu être divulgué plusieurs fois par La Quadrature et WikiLeaks durant ces trois dernières années, il n'est pas exclu que la portée de certaines mesures ait encore échappé aux experts de la société civile dans les domaines concernés, puisque cet accord commercial a été négocié de la manière la moins démocratique possible, par des émissaires nommés secrètement par les gouvernements des pays complices, dans le déni en France^[3], du Ministère de la culture, bien loin du débat de société que cette question mérite^[4].

Alors, pas envie que ces horreurs nous passent au dessus de la tête sans pouvoir réagir ? Puis nous dégringolent dessus

depuis leur piédestal ou plutôt leur pied-de-nez législatif ?

Alors que faire ?

Pour faire vivre la démocratie, appelle ton eurodéputé

Voici quelques pistes pour l'appeler. Ton eurodéputé(e), tu en trouveras la trace dans le [Mémopol](#), l'outil de mémoire politique mis en place par la Quadrature du Net.

Au téléphone, tu tomberas certainement sur son secrétaire, qui sera d'abord accueillant, probablement un brin déconcerté par ton appel, puis réticent à te passer ton eurodéputé que t'as élu pour qu'il parle en ton nom.

Pour ne faire perdre de temps à personne, il vaut mieux se familiariser d'abord un peu avec les arguments. Tu peux t'entraîner à les reformuler avec tes propres mots, tu verras, on se sent bien plus à l'aise après pendant les quelques secondes où le téléphone cherche ton correspondant.

Les points principaux à garder en tête sont :

- ACTA transforme les entreprises d'Internet (fournisseurs d'accès, fournisseurs de service) en police privée du copyright, en les rendant responsables de ce que font leurs utilisateurs en ligne ;
- ACTA instaure des sanctions pénales étendues, dangereuses et définies de façon vague ;
- ACTA contourne la démocratie et ouvre la voie à un processus législatif parallèle, hors de « contrôle ».

N'oublie pas que tu n'es pas un expert, juste un citoyen inquiet. Tu as le droit de ne pas savoir tout tout de suite, tu peux décider de te renseigner un peu et de rappeler l'eurodéputé plus tard.

Pour gagner du temps, il peut être utile de choisir un

eurodéputé membre de la commission qui traite le sujet. Ici, la commission la plus impliquée dans le traité ACTA est l'INTA (Commerce International), ce sont donc les eurodéputés de cette commission qu'il faut contacter en priorité, et ça tombe bien, parce qu'ils sont tout bien listés comme il faut au bout du lien vers le Mémopol fourni plus haut.

Ensuite, tu as le droit de contacter autant d'eurodéputés que tu veux. Même ceux qui ne sont pas de ton bord politique, la liberté d'expression est un enjeu qui dépasse largement ces clivages.

Qu'est-ce qu'on va te répondre ?

Dans un unanime élan de corporatisme, ton eurodéputé risque fort de céder à la tentation de te répondre : « ne t'inquiète pas petit agneau, j'ai bien compris tous les enjeux et il n'y a aucun problème ». Pour étayer ses propos, il avancera sûrement d'un des arguments suivantes :

L'ACTA n'a pas été négocié particulièrement en secret

Pourtant, contrairement à ce que dit la Commission, la transparence sur ACTA n'a été rendue possible qu'après la désobéissance de personnes impliquées dans le processus de négociation qui, inquiètes des conséquences du traité, ont fait fuiter des documents.

L'accord a également été volontairement négocié en dehors des institutions internationales dédiées à ces questions (OMPI, OMC), dans le but d'exclure les pays en développement de la table des négociations (déjà assujettie à une clause de non-divulgaration). C'est ce que [révèlent certains certains des câbles diplomatiques](#) publiés par WikiLeaks à propos de l'élaboration du traité ACTA.

Si ça n'est pas du secret ça... Ce sont ces fuites qui ont forcé les négociateurs à publier les versions de travail du texte au printemps 2010, plus de 3 ans après le début des négociations.

L'ACTA ne rend pas les FAI et fournisseurs de services web responsables des contenus transitant sur leur réseau

Pas directement non, mais en rendant pénalement responsables les intermédiaires techniques des actions de leurs utilisateurs, ceux-ci risqueront de prendre procès à la place des utilisateurs. Pour éviter que cela n'arrive, ils auront tout intérêt à collaborer avec les industries du divertissement, et pour éviter de se retrouver devant le juge ils auront tout intérêt à censurer leur réseau eux-même, en déployant des moyens de filtrage des communications et de suppression des contenus. Ce qui nuira inévitablement aux libertés des utilisateurs. L'article 27.1 d'ACTA parle de « measures to deter further infringement » (mesures pour prévenir les infractions futures) : on se croirait dans Minority Report là non ? Qu'est-ce que cela peut-il être à part du blocage/filtrage/retrait « préventif » de contenu.

Les passages problématiques (sur les médicaments, notamment), ont été mis en suspens

Prouvez-le. La commission DEVE [a été saisie](#) sur la question des médicaments, d'accord, mais en quoi cela suspendrait quoi que ce soit ? DEVE a discuté le texte en vue d'un premier rapport le 24 janvier dernier. Aux dernières nouvelles, leur rapport final n'a toujours pas été rendu. La question reste donc ouverte, mais le traité avance.

Il est nécessaire de lutter contre la contre-façon et ACTA constitue la meilleure manière de le faire

L'effet sur la liberté d'expression va être terrible, ce n'est donc forcément pas une bonne méthode. ACTA va beaucoup plus loin que la lutte contre la contrefaçon et c'est bien là le problème. Ce n'est pas un simple traité commercial. Il menace des vies, et l'écologie de la planète.

ACTA va avoir un effet retors sur l'économie, notamment en terme d'innovation, qui repose sur le partage des

connaissances.

ACTA va avoir des effets sur des choses qui n'ont rien à voir avec le commerce. Le flou qui entoure la notion d' « échelle commerciale » utilisée à tout bout de champ dans le traité, fait qu'on touche en fait tout usager d'Internet, car l'échelle de partage sur Internet est énorme, et elle peut donc être considérée comme une « échelle commerciale »...

L'ACTA se contente de faire respecter la propriété intellectuelle, elle n'engendre pas d'interdictions nouvelles.

L'ACTA impose en fait de nouvelles sanctions pénales, outrepassant les procédures démocratiques classiques de l'Union Européenne et des États Membres. La formulation est très vague, et de nombreuses pratiques non-commerciales (hors-marchés) pourraient se voir sanctionnées pénalement.

Dans une [opinion publiée l'année dernière](#), d'éminents professeurs de droit ont montré comment ACTA entre en conflit avec la loi européenne, et une étude indépendante commanditée par la Direction Générale des politiques extérieures du Parlement européen a reconnu [le manque de protection des droits fondamentaux dans l'ACTA](#).

Rappelons aussi que le Comité ACTA qui serait créé (à l'article 42 du traité) aurait aussi un pouvoir d'amendement au texte de l'accord, et dans ce cas, quelle garantie que les amendements ne force pas encore d'autres changements ? Accepter un Comité pouvant amender l'accord après ratification revient à signer un chèque en blanc...

Pour une revue plus détaillée des arguments qu'on risque de vous opposer, voir cette page-[ci](#) et cette page-[là](#), en anglais malheureusement. Mais déjà là, tu as de quoi te lancer.

Enfin, sur cette base et maintenant que tu as un forfait de téléphone portable pas cher et illimité vers 40 destinations

internationales, tu peux aussi contacter les autres commissions. Elles sont aussi concernées et ça ne mange pas de pain de les appeler, eux aussi méritent d'entendre un autre son de cloche que celui du champagne/caviar des lobbies, or ils sont amenés à influencer le rapport de l'INTA.

- la commission [DEVE](#) (développement)
- la commission [ITRE](#) (industrie)
- la commission [JURI](#) (juridique)
- la commission [LIBE](#) (libertés)

Participer au débat d'idées, en parler aux ami(e)s (de Facebook et d'ailleurs) !

Tout le monde n'est pas au courant. Donc tu aides déjà beaucoup ne serait-ce qu'en décidant d'en parler autour de toi. Montrer la vidéo à tes amis, ta famille, ton voisin venu te taxer du sel, au livreur pendant que tu signes le reçu, par la fenêtre à la voisine qui choisi son jean...

Tu es sur les réseaux sociaux ? Eh bah lâche-toi ! Twitte, poste sur Facebook, plussoie sur Google, plus il y a d'information qui circule, mieux c'est ! Ce n'est pas sale, c'est pour la bonne cause ☐ N'hésite pas non plus à en parler sur ton blog, à ta manière, avec tes mots.

Et il n'y a pas que les mots : si l'envie te prend de faire des vidéos, des visuels, du son... n'hésite pas ! Et n'hésite pas à partager tes productions le plus largement possible, partager c'est utile, et c'est amusant !

Si tu es dans le milieu associatif, n'hésite pas à en parler aux responsables des asso. que tu fréquentes. Ils pourront écrire une lettre ouverte aux eurodéputés, ou transmettre à leur tour l'information à leurs membres, qui contacteront à leur tour d'autres des gens...

Tu sais faire mieux ? T'es vraiment révolté ? Tu peux organiser des événements : manifestations, réunions

d'information, dans ton école, dans ton quartier... Ce traité ne s'imposera à nous que si nous acceptons de le suivre aurait dit La Boétie. Faisons savoir notre refus dès aujourd'hui.

Pour finir, il existe une liste de diffusion sur ACTA. Tu peux t'y inscrire en envoyant un message à : NoToACTA-subscribe@laquadrature.net et venir arpenter le chemin... parce que la route a beau être longue, la voie est encore libre !



Action connexe : Faire un don

Accessoirement tu peux soutenir les actions des trois associations April, Framasoft et Quadrature qui font [campagne commune](#) actuellement car plus on est de fous plus l'ACTA rira jaune ☐

Notes

[1] [Anti Counterfeiting Trade Agreement](#), ACAC en français...

[2] Ça ne vous rappelle rien ? [TF1 réclame \(sans rien risquer\)](#)
[Google censure \(sans vérifier\)](#)

[3] Les négociateurs pour la France étaient : [Patrice Guyot et Jean-Philippe Muller](#)

[4] Comme : « Faut-il tordre Internet pour qu'il ressemble à une maison de disques, ou au contraire profiter de ses nouvelles opportunités en améliorant la société ? »

Petite chronique de l'e-G8, retour sur une tempête médiatique

Les 24 et 25 mai derniers se tenait à Paris le « Forum e-G8 », en prélude au [G8 de Deauville](#). Ce forum participatif consacré à Internet fut résolument orienté "business" : organisé par le groupe publicitaire Publicis, [les invités](#) étaient principalement les dirigeants des plus grosses sociétés de communication (Google, Facebook, eBay, Fox, Bertelsmann, Vivendi, etc.).



Si le commerce fait évidemment partie intégrante des possibilités ouvertes par Internet, cela ne constitue qu'une petite partie de l'utilisation qui est faite du réseau aujourd'hui. Or, la sélection très orientée des intervenants ne portait par conséquent qu'un seul point de vue : « *Comment utiliser Internet pour doper la croissance économique ?* » et sa question sous-jacente « *Comment contraindre et réguler Internet pour s'assurer que les profits continueront d'augmenter ?* ».

La [société civile](#) était donc complètement marginalisée dans le programme du e-G8, laissant le champ libre à un discours de « civilisation », de « moralisation », voire de contrôle de l'Internet. C'était sans compter sur des interventions de John Perry Barlow ([EFF](#)) ou Lawrence Lessig ([Creative Commons](#)), et surtout sans la culture du « hacking » (au sens de « bidouillage », « détournement ») d'associations comme [la Quadrature du Net](#) qui ont pu faire entendre la voix des principaux concernés : les internautes.

Petite chronique de l'e-G8, retour sur une tempête médiatique

Neurone364 – 24/06/2011 – Framablog

Cette petite rétrospective se propose de parcourir les principaux événements du « forum e-G8 » tels qu'ils furent présentés par la presse écrite sur Internet. À l'origine de cette initiative, une constatation simple : la [revue de presse](#) que tient la Quadrature du Net est passée, lors de ces deux journées pittoresques, d'un rythme de croisière d'environ 5 articles signalés par semaine, à plus de 50 par jour ! La petite équipe bénévole dédiée à la tâche a donc suivi le mouvement imprimé par le porte-parole, les co-fondateurs, les accompagnants^[1], les bénévoles et tous les citoyens qui agissent et réagissent en conscience aux attaques contre Internet signalées par la Quadrature, pour finir la semaine sur les rotules, avec un sourire serein et des cernes sous les yeux.

Tout a commencé calmement, le 18 mai 2011, avec la publication par la Quadrature du Net d'un communiqué intitulé « [Forum eG8](#) » : [un écran de fumée pour le contrôle gouvernemental du Net](#). Dans ce communiqué, nous dénonçons l'organisation par le gouvernement d'un processus pseudo-consultatif, mis en place autour d'un show à l'américaine, avec les stars du web commercial réunies à Paris. En parallèle, accompagnée de

plusieurs organisations d'artistes et citoyennes, la Quadrature invitait toutes les créativités à s'exprimer contre les tentatives de transformer Internet en un outil de répression et de contrôle en ouvrant le site web <http://g8internet.com> à l'expression publique.

D'un côté, il y avait donc ce simple espace de liberté, ouvert pour l'occasion par quelques gus dans un garage, et de l'autre, Publicis, un géant mondial à qui l'on confie des budgets d'état pour faire son métier : de la publicité. De la communication pour ceux qui ont, à vendre, la vision d'un Internet restreint aux intérêts de leurs activités...

Vous vous demandiez ce qu'est la Quadrature du Net ? C'est ça : un village d'irréductibles amoureux de la liberté d'expression, celle offerte à tous par l'Internet neutre que nous avons encore entre les mains, et qui s'échappe comme une poignée de sable sur laquelle soufflent de puissants intérêts privés et commerciaux.

Heureusement, cette histoire n'est pas encore écrite, et nous avons avec nous bien mieux qu'une potion magique : un réseau planétaire reliant sans discrimination toutes les bonnes volontés du monde. Il ne tient qu'à chacun de tendre la main (vers son clavier, et son prochain) pour se dresser en rempart de ce droit fondamental qu'est l'accès à Internet, l'accès aux autres.

Ce 18 mai 2011, la presse commençait à frémir devant l'évènement en préparation, LePoint.fr titrait par exemple : « [Le forum e-G8 suscite doutes et attentes](#) » notant que si « *beaucoup espéraient une mise à plat des politiques de gouvernance du Net, de respect de la vie privée ou de développement des libertés d'expression et d'information, il se pouvait que l'orientation de ce e-G8 soit avant tout économique et tournée vers les grands acteurs privés plutôt que vers les internautes.* »

Le 19, c'est Médiapart qui se faisait l'écho d'une société civile oubliée à cette grand messe, dans un article intitulé : « [Avant le G8 du Net, les citoyens tentent de garder la parole](#) ». Et ce « *tentent* » n'était rien moins que défaitiste.

Le 20 mai, la Quadrature du Net annonçait une [analyse](#) à paraître dans l'hebdomadaire Marianne et sur le site du journal détaillant la spectaculaire opération de rattrapage tentée par Nicolas Sarkozy auprès des électeurs internautes, après avoir lui-même empêché la tenue d'une conférence mondiale consacrée à la liberté d'expression sur internet, pourtant [proposée par Bernard Kouchner](#). Après avoir menacé de passer les banlieues au karsher, le conquistador de l'Élysée voulait cette fois se donner pour mission de « civiliser » l'internet.

L'Élysée ne veut pas entendre parler de cyberdissidence, ni de liberté d'expression, il veut du "contrôle". Frédéric Martel, Marianne, 21-27 mai 2011

Cet article de Marianne, repris dans le Figaro sous le titre : « [Sarkozy préfère "l'internet civilisé" aux cyberdissidents](#) » sera lu plus de 30 000 fois en une semaine, première goutte de pluie annonçant la fin du calme avant la tempête médiatique.

D'ailleurs des gouttes tombaient déjà au delà de nos frontières, comme en atteste cet article du New York Times paru le même jour, sous le titre narquois « [Chaos of internet Will Meet French Sense of Order](#) » ou « Le chaos d'Internet va rencontrer le sens de l'ordre français ».

La pluie s'est mise à crépiter le 23 mai, à la veille du forum, le lundi de cette fameuse semaine. Les premières éclaboussures vinrent du site [PublicSénat.fr](#) reconnaissant que l'évènement annoncé est « *Pour le chef de l'Etat, ... l'occasion de renouer avec le monde du Web, un peu malmené avec la loi Hadopi. Nicolas Sarkozy n'est pas un grand amateur des questions numériques.* », et relayant l'analyse de la

Quadrature quant au contenu des « débats », voire plutôt du déballage prévu pour les jours suivants. De son côté, l'Express publiait dans un article « [Ce qu'il faut savoir sur l'eG8](#) » confiant que

L'impression générale [donnée par le forum](#) est celle d'un grand fourre-tout, dont on imagine qu'il servira ... de grand rendez-vous de networking. Dans ces conditions, difficile de déboucher sur des annonces concrètes. D'autant que les chefs d'Etat du G8 ne prévoient de consacrer qu'une heure à ces questions lors du sommet de Deauville.

En Europe, le site RTL.be titrait sans illusions et avec le franc-parler que l'on ne trouve plus dans l'hexagone concernant les affaires gouvernementales : « [eG8 Forum : politiques et stars du Web à Paris](#) ».

Le mardi 24 mai la Quadrature du Net rappelait dans [un communiqué](#), pour lancement de l'opération, que :

L'eG8 est une mise en scène où un gouvernement déconnecté de la civilisation Internet espère apparaître en phase avec celle-ci en se montrant en compagnie de quelques leaders économiques du secteur. »

Et la pluie se fit alors battante. Elle ruisselait sur nos écrans en ondées numériques défilant comme les vagues vert-phosphorescent des moniteurs de la matrice... Libération parlait ainsi de « [L'illustration parfaite d'une collusion malsaine](#) » Europe1 des « ["People" et paillettes pour le G8 du web](#) » et Le Monde relevait que l'e-G8 n'allait que « [de "Internet civilisé" à l'Internet "facteur de croissance"](#) », se faisant l'écho des analyses de la Quadrature ou de l'IGC^[2] pour qui il est anormal que le forum soit « *organisé par le secteur privé et que l'accès soit donné aux seuls acteurs des entreprises privées et des gouvernements.* »

20Minutes.fr notait également de son côté qu'à l'e-G8 il semblait se confronter « [deux visions du Net irréconciliables](#) » tandis que [Challenges.fr](#) reprenait le glissement sémantique opéré par le Président qui ne parla plus alors dans ses discours de civiliser l'espace numérique, mais désormais de moraliser l'internet.

SudOuest.fr titra sur la sensationnelle [déclaration de Nova Spivack](#), invité à l'événement :

[Internet va balayer les gouvernements](#)

En début d'après midi, la CNIL tapait du poing sur la table dans une spectaculaire sortie intitulée « [La protection de la vie privée absente de l'e-G8 : oubli ou rejet ?](#) » et se terminant par plusieurs remarques dont la plus cinglante est sûrement :

Lors de cet événement où tout s'achète, combien coûte la protection de la vie privée ? Apparemment pas grand-chose !

Une petite phrase qui en dit long sur la considération du gouvernement à l'égard de cet indispensable organe de l'état, et qui se répandit sur les blogs et micro-blogs cet après-midi là, alors que le déjeuner des canotiers imaginés par Publicis subissait un orage imprévu.

En milieu d'après midi, la Quadrature publiait, avec une trentaine d'organisations et associations attachées aux libertés sur Internet une « [Déclaration de la Société Civile au G8 et e-G8](#) » rappelant en quatre points essentiels leur attachement à l'accès Internet pour tous, à la liberté d'expression et à la neutralité du réseau.

Déclaration entendue par France24 qui constata en fin de journée que l'e-G8 « [ne dissipait pas la crainte de la censure](#) » et le pire était encore à venir.

Le lendemain ce fut le déluge. Des journaux allemands, anglais, italiens, suisses, belges, canadiens ou américains se firent l'écho de l'actualité de la veille, à l'image d'FT.com titrant «? [Tech titans' optimism fades under Paris sun](#) ?» ou « L'optimisme des titans de la technologie s'estompe sous le soleil de Paris » ou encore de V3.co.uk avec son « [Rights groups revolt as Sarkozy reveals plans to stamp out Internet freedoms](#) », « les défenseurs des droits sur internet se révoltent face aux plans dévoilés par Sarkozy d'éradiquer les libertés sur Internet ». Pour Cyberpresse.ca « [Sarkozy souffle le chaud et le froid](#) » :

Évoquant le rôle qu'a joué Internet dans les soulèvements observés en Tunisie ou en Égypte, il a déclaré que le web est devenu "le vecteur d'une puissance inédite pour la liberté d'expression dans le monde". Mais, du même souffle, il a soutenu que le réseau mondial ne doit pas être "un univers parallèle affranchi des règles du droit ..." Le discours de Nicolas Sarkozy ne risque guère d'apaiser les organisations de défense des usagers de l'internet, qui l'accusent de vouloir "censurer" le réseau.

Analyse on ne peut plus juste, car pendant ce temps là, la société civile se mobilisait pour faire entendre ses voix au cours d'une conférence de presse improvisée tournant au contre-sommet de l'e-G8. Une soixantaine de journalistes vinrent en effet y entendre Lawrence Lessig (fondateur des Creative Commons), Jean-François Julliard (secrétaire général de RSF), le journaliste américain Jeff Jarvis, Susan Crawford (membre de l'ICANN et ex-conseillère de Bill Clinton) ou encore Jérémie Zimmermann (porte parole de la Quadrature du Net). Parmi ces journalistes, ceux de ZDNet devait titrer dans l'après midi « [Un "contre eG8" dénonce la mise en scène du forum Internet du gouvernement](#) » rappelant que pour la Quadrature du Net, le « forum » e-G8 n'était qu'un pas de plus vers la régulation des réseaux, les modèles économiques de ces « géants » du web étant basés sur des restrictions aux

libertés fondamentales des citoyens^[3].

En fin de journée, le Figaro se fit l'écho des « [Déceptions à l'e-G8](#) » tandis que le Monde rappelait l'une des premières revendications de la Quadrature du Net, dans un article nommé : « [L'accès à Internet doit devenir un droit fondamental](#) ».

Les jours suivants, et jusqu'à la tenue du G8 lui même, la pluie ne s'arrêta pas comme une simple averse. Le 26 mai, Ouest-France tint à résumer « [G8 de l'Internet : que faut-il en retenir ?](#) » notant « *que le G8 à venir dans les jours suivant veut réguler Internet. Et cette éventualité fait des remous chez les acteurs du web.* »

La France paraît assez mal placée pour donner des leçons et pourtant, quel discours le président français a-t-il tenu au gotha mondial des créateurs d'avenir ? Il leur a dit qu'il fallait réguler Internet, le moraliser

Indiquait quant à elle France24 dans un article intitulé : « [Sarkozy et Internet : le grand malentendu](#) »

Dans une interview vidéo parue le lendemain sur ITEspresso Tristan Nitot (fondateur et président de l'association Mozilla Europe) indiquait qu'à l' « [e-G8 : il y a un manque de représentativité, on a l'impression de servir d'alibi](#) »

LeMonde concédait le 28 mai que l'e-G8 restera « [un sommet à l'impact limité](#) » alors que Télérama ne mâchait pas ses mots, indiquant plus prosaïquement « [L'e-G8 à Paris : game over !](#) ».

On a surtout assisté, à Paris, pendant les deux jours de ce premier "G8 d'Internet", à des démonstrations de force et des discours de "winners" du Web en quelques minutes chrono. On n'en ressort pas franchement bouleversés...

Le porte-parole de la Quadrature du Net, Jérémie Zimmermann,

qui ne dort que 10h en trois jours, fut sollicité pour de nombreuses entrevues. Parmi ces interviews, la plus insolite fut sûrement celle accordée à LCI, qui permet aujourd'hui de lire, sur TF1.fr qu'à l'« [e-G8 : Nicolas Sarkozy a voulu se racheter une conduite](#) » alors qu'il « s'était adressé mardi exclusivement à un parterre de chefs d'entreprises et d'acteurs "business". Or, ce n'est qu'une toute petite partie de ce qu'est réellement Internet. »...

Épuisés mais ravis, c'est globalement dans cet état que se trouvaient la plupart des *neurones* de la Quadrature du Net à la fin de cette intense semaine. Les trois modérateurs du site <http://g8internet.com> n'ayant par exemple guère profité de plus sommeil, vu l'activité débordante du site. Morceaux choisis :

- [They are NOT the Internet. We are!](#)
- [Underlying #eG8 philosophy](#)
- [What we believe it was about](#)
- [Il dit lui même qu'il est un dictateur, ou bien ?](#)
- [Time for change...](#)
- [Inquisition...](#)

Mais ces efforts ne furent pas vains, loin s'en faut. On pouvait en effet lire sur Slate.fr le 29 mai, « [G8 et internet: un rendez-vous manqué](#) » :

Difficile d'oublier que le eG8 était ... organisé par la France, le pays qui a introduit l'approche de la riposte graduée et un filtrage administratif du Web Ce qui lui a valu de faire son entrée dans la liste des pays « sous surveillance » dans le rapport 2011 de Reporters sans frontières sur « Les Ennemis d'Internet ». Des dizaines d'organisations militent pour la liberté d'expression – notamment en ligne – et le respect de la vie privée, or seules deux d'entre elles ont été invitées à s'exprimer dans le cadre du eG8 ...

Une façon de constater, une fois de plus qu'en usant simplement, mais avec conviction, des recours démocratiques à disposition des citoyens en France, la société civile a vraiment le pouvoir de prendre part à la vie politique du pays, de participer des décisions et d'éviter le plus souvent le pire d'être voté^[4]. Or la Quadrature du Net ne se présente à vous que comme une boîte à outil technique et politique, informant sur les enjeux et donnant les clés à chacun pour qu'il construise son intervention citoyenne. Ce n'est pas plus compliqué qu'un courriel, ou qu'un coup de fil, mais c'est ce quelque chose qui change la donne, alors indignez vous ! D'ailleurs, vous avez entendu parler d'[ACTA](#) ?

Notes

[1] Néologisme pour : *campaigners*

[2] Internet Governance Caucus

[3] [L'intégralité des interventions](#) de cette conférence de presse est disponible depuis en vidéo sur le Médiakit de la Quadrature du Net

[4] En terme de lois inapplicables ou se révélant contraire à la constitution par exemple...

4 questions à J. Zimmermann, porte-parole d'une Quadrature du Net à soutenir

Depuis trois ans [la Quadrature](#) agite le Net sans relâche pour qu'il reste cet espace de liberté où tant de belles initiatives ont pu prendre forme et se développer, à commencer par le logiciel libre.



L'année dernière, nous nous faisons l'[écho](#) d'un appel de [Benjamin Bayart](#) pour la Quadrature puisse poursuivre son action.

Un an et quelques belles batailles législatives plus tard, la Quadrature du Net lance une nouvelle et cruciale [campagne de financement](#)^[1].

L'occasion de faire le point et de revenir avec son porte-parole [Jérémi Zimmermann](#) sur les origines, les motivations et les objectifs de cet indispensable mégaphone citoyen dont la portée dépend directement de notre propre implication.

4 questions à Jérémi Zimmermann

Un entretien réalisé par Siltaar pour Framasoft

1. D'où vient « La Quadrature du Net » exactement ?

De cinq co-fondateurs: Philippe Aigrain, Christophe Espern (aujourd'hui retiré), Gérald Sédrati-Dinet, Benjamin Sonntag et moi-même.

Nous étions à la base 5 hackers^[2], tous passionnés de logiciels libres et engagés dans les combats pour le logiciel libre, contre les brevets sur les logiciels, contre la DADVSI et pour une infrastructure informationnelle libre.

Avec l'élection de Nicolas Sarkozy, nous avons vu dans son programme, en filigrane, une attaque violente des libertés sur Internet. C'est pour cela que nous avons créé la Quadrature du Net. Pour agir et avant tout pour permettre à chacun de réagir.

Nous avons donc appris de nos expériences associatives et militantes respectives, et choisi de créer une « non-structure », une association de fait, sans président ni membres, qui ne représente que la voix de ses co-fondateurs. Nous défendons une vision d'Internet conforme à ses principes initiaux de partage de la connaissance et d'ouverture, plutôt qu'un Internet « civilisé » basé sur le contrôle et la répression.

Aujourd'hui, je vois la Quadrature du Net comme une caisse à outils. Nous fabriquons des outils (analytiques ou techniques) pour permettre à tous les citoyens de comprendre les processus visant à attaquer leurs libertés individuelles en ligne, et à réagir en participant au débat démocratique.

2. Plusieurs initiatives de la Quadrature ont été largement relayées sur le Web (blackout contre Hadopi, campagne d'appel des députés européens pour l'amendement 138 ou la déclaration écrite n°12), où en sommes-nous aujourd'hui ?

Les résultats sont nombreux et dans l'ensemble très positifs. Nous en sommes les premiers surpris. Outre les victoires législatives (nous avons joué un rôle dans le rejet de l'HADOPI 1, puis la décision du Conseil Constitutionnel la décapitant, dans le vote par deux fois à 88% du Parlement européen du célèbre amendement 138 interdisant les restrictions d'accès sans intervention du juge, etc.), nous avons à notre actif un certain nombre de victoires non-législatives (peser sur des rapports parlementaires européens comme le rapport Lambrinidis, le rapport Medina, ou porter et compléter la « déclaration écrite n°12 » contre ACTA, etc.).

Prenons l'exemple de l'accord multilatéral ACTA : un infect contournement de la démocratie par les gouvernements visant à imposer de nouvelles sanctions pénales dans le cadre de la guerre contre le partage. Nous avons joué un rôle majeur en Europe, notamment en fuyant des versions de travail du document et en alertant les eurodéputés. Le texte définitif, quoiqu'encore très dangereux, est très largement influencé par nos actions, et si nous avons aujourd'hui une *maigre* chance de le faire rejeter dans son ensemble au parlement européen (vote autour de l'été, à suivre...), c'est sans doute le fruit de ces longues années d'efforts. Et il reste beaucoup à faire : Sur ACTA comme sur tout le reste des dossiers, nos adversaires ont des hordes de lobbyistes payés à plein temps pour tirer la corde dans la direction opposée.

Mais c'est surtout en dehors des textes législatifs eux-mêmes, en complément, que notre action a été je pense la plus utile : à créer un contexte politique autour de ces questions de libertés fondamentales et d'Internet. Il s'agit désormais d'un sujet que les députés et eurodéputés craignent, car ils savent que cela intéresse beaucoup de monde, ils l'ont vu lors de certaines campagnes que nous avons montées et qui les ont surpris. De la même façon dans de nombreux cercles politiques, institutionnels ou universitaires, ces sujets deviennent de plus en plus importants, et chacun commence à réaliser combien ils seront déterminants pour le futur de nos sociétés. L'affaire des câbles diplomatiques fuités par Wikileaks ou la révolte Égyptienne en ont été des exemples flagrants.

Un autre exemple : la question de la neutralité du Net. C'était un obscur dossier technique jusqu'à ce que nous contribuions à en faire un des enjeux-clé de la révision des directives européennes du Paquet Télécom, au point que les eurodéputés obligent la Commission à s'en saisir, ce qui a généré de nombreux articles de presse. Aujourd'hui en France, une mission d'enquête parlementaire composée de députés UMP (Laure de la Raudière) et PS (Corinne Erhel) étudie ce sujet

et rendra bientôt un rapport, probablement assorti d'une proposition législative. C'est un sujet qui fait aujourd'hui débat.

Nous nous attachons à des sujets fondamentaux, qui dépassent les clivages politiques traditionnels. Nos victoires se marquent donc esprit par esprit, et nos objectifs sont à des termes qui vont au delà de ceux des mandats électoraux. D'un autre côté ce sont des dossiers souvent complexes, mêlant technologie, droit, éthique et économie... Il nous faut donc faire un travail de fourmis sur les dossiers, tout en rugissant parfois comme des lions pour se faire entendre ! Mais cela ne fonctionnerait pas sans votre soutien à nos actions, si chacun ne participait pas un peu, à son échelle et selon ses moyens.

3. Quelles sont les prochaines batailles qui se profilent à l'horizon pour la défense de la neutralité du Net ?

La bataille de l'ACTA est sans doute l'un des enjeux les plus importants auxquels nous avons eu à faire face depuis bien longtemps. Cet accord^[3] prévoit entre autres de nouvelles sanctions pénales pour le fait d'« aider ou faciliter » des « infractions au droit d'auteur à échelle commerciale ». Cela veut dire tout et son contraire. N'importe quelle compagnie d'Internet (fournisseur d'accès, plate-forme d'hébergement ou fournisseur de service) tomberait potentiellement dans cette définition. La seule solution pour elle pour éviter de lourdes sanctions qui compromettraient son activité serait de se transformer en police privée du droit d'auteur sur le Net, en filtrant les contenus, en restreignant l'accès de ses utilisateurs, etc. Exactement ce que souhaitent les industries du divertissement qui sont à l'origine de cet accord, déguisé en banal accord commercial, dans le cadre de la guerre contre le partage qu'elles mènent contre leurs clients.

Si nous laissons la Commission européenne et les États Membres

s'entendre pour imposer entre-autres de nouvelles sanctions pénales, alors que ces dernières sont normalement du ressort des parlements, la porte serait ouverte à toutes les dérives. Un tel contournement de la démocratie pourrait laisser des traces durables. Nous devons tout faire pour que l'ACTA soit rejeté par les eurodéputés.

La question de la neutralité du Net est elle aussi complètement fondamentale. Il faut que nous nous battions pour avoir accès à du vrai Internet, cet Internet universel qui connecte tout le monde à tout. Internet, et les bénéfices sociaux et économiques qui en découlent, dépendent de sa neutralité, c'est à dire du fait que nous pouvons tous accéder à tous les contenus, services et applications de notre choix, et également en publier. C'est ainsi que nous pouvons par exemple accéder à tous ces logiciels libres, à Wikipédia, mais également y contribuer, ou créer dans son garage une start-up qui deviendra peut-être le prochain moteur de recherche dominant, ou un petit site qui deviendra un jour une incontournable référence comme Framasoft ☐

Si un opérateur commence à discriminer les communications, que ce soit en fonction de l'émetteur, du destinataire ou du type de contenus échangés, alors ça n'est plus Internet. C'est ce qui est fait en Chine ou en Iran pour des raisons politiques, mais également ce que font Orange, Bouygues et SFR lorsque pour des raisons économiques lorsqu'ils interdisent la voix sur IP, l'accès aux newsgroups ou aux réseaux peer-to-peer (évidemment dans le but de vous vendre leurs propres services, souvent moins compétitifs et bien plus chers).

Nous devons nous battre pour cet Internet que nous construisons chaque jour, que nous aimons et qui nous appartient à tous. C'est cet Internet universel le vrai Internet « civilisé », et non celui vu par Nicolas Sarkozy et les industries qu'il sert, dans lequel nos libertés s'effaceraient derrière un contrôle centralisé malsain et dangereux pour la démocratie.

4. Quel rôle pouvons-nous jouer ?

Dans tous ces dossiers, il est indispensable de comprendre que La Quadrature du Net ne sert à rien sans les centaines, les milliers de citoyens qui la soutiennent, chacun à leur échelle, participent à ses actions, suivent cette actualité et en parlent autour d'eux...

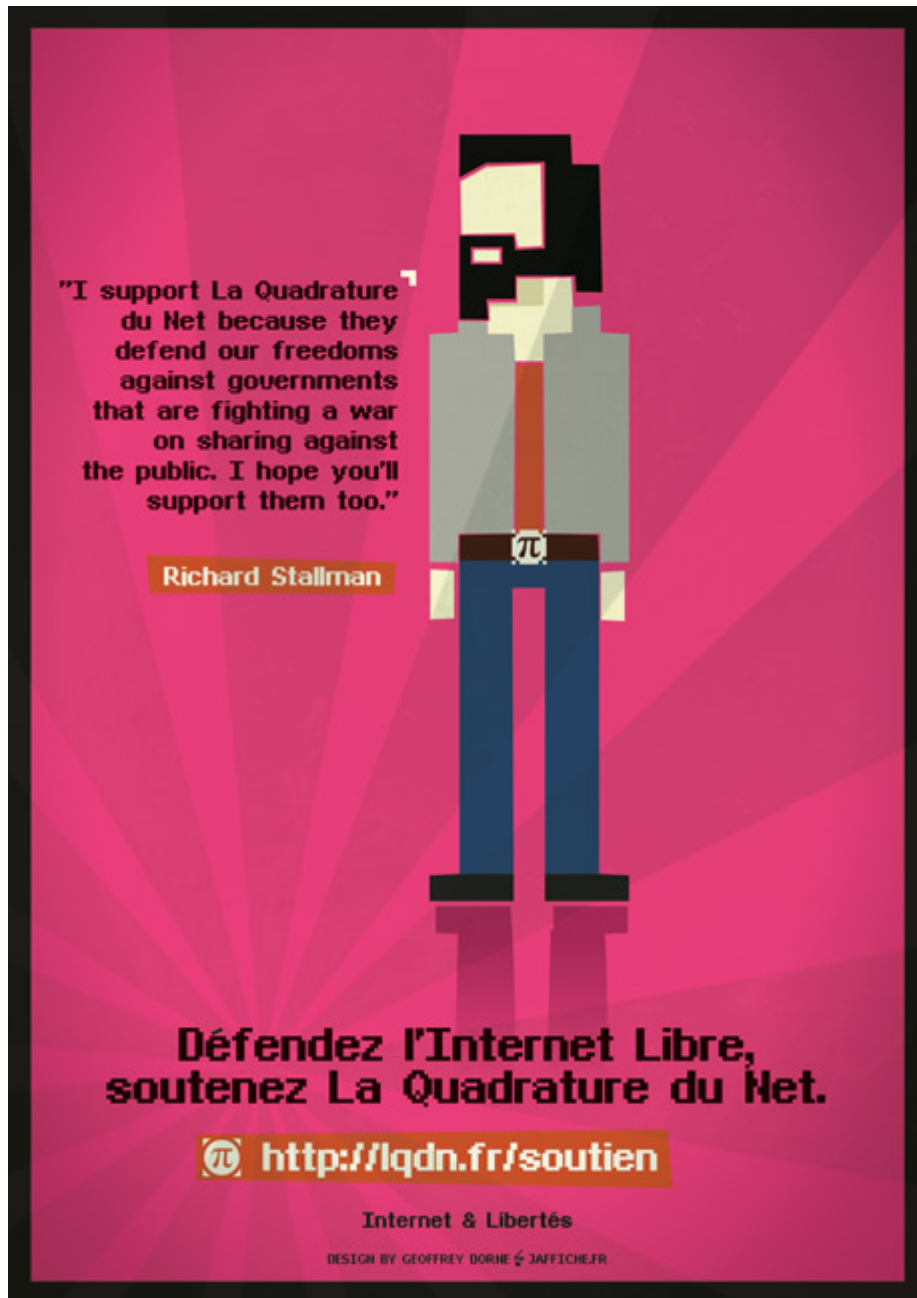
Au jour le jour, il est possible de [participer](#) sur le terrain, par exemple sur notre [wiki](#), notre [liste de discussion](#) ou notre [canal IRC](#). Des tâches précises comme le développement de nos outils ([Mémoire Politique](#), le [Mediakit](#), nos *bots* IRC, etc.), le webdesign et la création de matériaux de campagne (affiches, bannières, infographies, clips, etc.), ou la participation à notre [revue de presse](#) ont toutes, constamment, besoin de nouvelles participations.

Il est également indispensable de participer en prenant connaissance des dossiers et en relayant nos communications et nos campagnes, en contactant les élus (députés et eurodéputés), en discutant avec eux de ces sujets pour les persuader jusqu'à établir une relation de confiance, pour pouvoir les alerter le moment venu.

Devant des enjeux d'une importance aussi cruciale, rappelons-nous cette célèbre parole de Gandhi : « Quoi que vous ferez, ce sera forcément insignifiant, mais il est très important que vous le fassiez tout de même. ».

Enfin, si pour des raisons diverses et variées il n'est pas possible de contribuer à ces tâches, il est toujours possible de nous [soutenir financièrement](#), idéalement par un don récurrent.

Il est de notre devoir, tant qu'il nous reste encore entre les mains un Internet libre et ouvert, donc neutre, d'agir pour le protéger.



Notes

[1] Crédit illustrations : [Geoffrey Dorne](#) (licence Creative Commons By-Nc-Sa)

[2] Au sens étymologique, des passionnés de technologie aimant comprendre le fonctionnement des choses et les faire fonctionner mieux.

[3] ACTA = Anti-Counterfeiting Trade Agreement, ou Accord Commercial Anti-Contrefaçon. Il s'agit d'un accord multilatéral entre 39 pays, dont les 27 États-Membres

européens.

Tu ne partageras pas ta carte marine, nous raconte La Pérouse en 1787

Quand on n'y connaît rien en informatique, il est difficile de s'émouvoir du discours passionné d'un utilisateur de logiciels libres détaillant avec emphase les [quatre libertés](#) garanties par leur licence.



Le libraire pédagogue aura donc souvent recours à des analogies pour éclairer son auditoire, la plus courue étant sûrement celle de la recette de cuisine. Dans ce billet nous nous proposons d'y ajouter l'exemple, ou plutôt le contre-exemple, des [cartes marines](#)^[1].

Plongeons-nous, c'est le cas de le dire, plusieurs siècles en arrière pour retrouver un observateur sceptique face aux règles mises en place par les grandes compagnies maritimes de l'époque pour protéger la connaissance et en tirer profit face à la concurrence.

En effet, j'ai lu récemment et avec beaucoup de plaisir le « [Voyage autour du monde sur l'Astrolabe et la Boussole](#) » du grand navigateur [Jean-François de La Pérouse](#) qui mena une campagne d'exploration scientifique du Pacifique de 1785 à 1789.

Ce récit est empreint d'humanisme, d'intelligence et de générosité. Le voyage s'est déroulé sur un bateau en bois et à voiles, du temps où ordinateur, GPS et autres [balise Argos](#) n'existaient évidemment pas. Mais, d'un certain point de vue, ces marins avaient un savoir et un savoir-faire supérieurs aux nôtres car ils ne pouvaient avoir recours à ces outils en cas de problèmes.

Dans son journal, La Pérouse note que les capitaines hollandais partant de [Batavia](#) vers le Japon devaient prêter serment, à leur compagnie, de ne pas divulguer leurs cartes marines. Ces cartes qui compilaient l'ensemble des informations collectées par les voyageurs précédents, dans ces terres inconnues où le moindre récif pouvait amener le naufrage.

1787. **N**OTRE navigation, depuis Manille jusqu'à l'île Quelpaert, SEPTEMBRE. sur la côte méridionale de la Corée, n'était nouvelle que pour nous ; car les Hollandais font depuis long-temps le commerce du Japon, et envoient tous les ans un ou deux vaisseaux à Nangasacki ; mais j'ignore s'ils dirigent leur route par le canal de Formose, ou s'ils passent dans l'Est de cette île. On m'a assuré que les capitaines faisaient serment, avant leur départ de Batavia, de tenir secrets les détails de leur navigation, et de ne permettre à personne de prendre copie des cartes manuscrites qui leur sont remises. Une semblable précaution annoncerait-elle que d'autres Européens seraient reçus au Japon, et pourraient y faire le commerce concurremment avec eux ? ou la prestation de ce serment n'est-elle qu'un ancien usage qu'on a négligé de réformer ?

Extrait du livre issu de [Gallica](#), le service numérique en libre accès de la Bibliothèque Nationale de France.

Pour les compagnies, l'enjeu était de taille : elles vivaient du commerce des produits du Japon. Elles cherchaient à avoir une position exclusive, pour s'assurer des bénéfices maxima. Afin d'empêcher la concurrence, elles privaient les autres

marins de leurs avancées cartographiques, et elles interdisaient d'éventuels rivaux par des contrats bilatéraux avec les dirigeants locaux.

Le serment des capitaines n'était pas sans conséquence. Un officier de marine convaincu d'avoir permis la consultation de ses cartes à un tiers aurait été dégradé, privé de commandement, banni de son pays.

Mais une autre conséquence c'est que chaque compagnie devait créer ses propres cartes et malheur à celle qui envoyait ses bateaux dans des zones non encore renseignées chez elle.

Le logiciel libre est issu de l'informatique mais aussi de tous ceux qui, avant lui, se sont battus pour la non appropriation des [biens communs](#).

Notes

[1] Crédit photo : [Norman B Leventhal Map center at the BPL](#)
(Creative Commons By)

Promouvoir le logiciel libre dès la maternelle

Il y a quelques temps nous recevions une question fort pertinente via le formulaire de contact du Framablog. Une question du genre de celles dont on n'improvise pas la réponse dans la foulée, et il arrive alors que les réponses se fassent attendre un moment. Toutefois, les réponses une fois construites peuvent



valoir le coup d'être partagées... ^[1]

Le plus facile, en matière de réponses, est de demander à ceux qui savent. Et les [forums](#) sont là pour ça. Mais pour aider dans le processus, la piqure de rappel est un instrument qui se révèle efficace, et ainsi, le jeune père d'élève dont émanait la question, croisé samedi dernier au cours de l'une des nombreuses manifestations d'opposition à la LOPPSI qui animèrent le pays, en usa avec talent...

Pour la petite histoire, c'est un candidat aux élections de parents d'élèves de son école qui posa la question et c'est entre autre à un élu que s'adresse cette réponse, avec toutes nos félicitations et nos encouragements.

La question se présentait de la manière suivante :

Bonjour

Je vais me présenter aux élections de parents d'élève pour ma fille de 3 ans, en maternelle des petits. J'ai souvent lu des articles très intéressants sur le libre à l'école dans le Framablog et je suis moi même pirate et libriste. Je me demande si vous pourriez me conseiller sur, au niveau maternelle des petits, quels sont les actions que je pourrais tenter et sensibilisations que je pourrais entreprendre au niveau de l'école et de la municipalité, depuis ce poste de représentant des parents d'élèves. [...]

La réponse que nous avons à lui fournir, dans la droite lignée de la [catégorie Éducation](#) de ce blog, émane d'un directeur d'école et animateur TICE. Il l'a découpée en quatre volets que voici.

Des difficultés

À l'école, l'informatique pour les élèves ce sont les [TICE](#) (Technologie de l'Information et de la Communication à

l'École) parfois appelées TUIC (« U » pour « usuelle »).

Eh bien les TICE, le matériel informatique, ne sont plus mentionnés pour le cycle maternel dans les programmes 2008 de l'Éducation Nationale. Pas interdits, mais pas mentionnés : même pas comme exemple de support d'écrit.

Le niveau de maîtrise de l'outil informatique est très inégal parmi les enseignant(e)s de maternelle.

La dotation en matériel, pour les écoles maternelles et élémentaires, est du ressort de la municipalité. Les écoles maternelles sont souvent les parents pauvres en matière d'équipement informatique : souvent un poste pour la direction d'école... et c'est tout. Les parents d'élèves peuvent apporter leur concours en trouvant du matériel de récupération.

Des aides

Une remarque préalable : les enseignant(e)s sont responsables de leur pédagogie. On peut les aider, voire les inciter, mais en aucun cas les contraindre à faire utiliser l'outil informatique par les élèves.

Le mode de fonctionnement de la plupart des classes maternelles (en ateliers à certains moments) est favorable à l'utilisation de postes, par petits groupes, parmi d'autres activités. Il est nécessaire que le matériel soit fiable, et que les logiciels soient adaptés pour permettre rapidement une autonomie des élèves à cet atelier.

Dans de nombreuses circonscriptions, il existe un animateur TICE : un enseignant partiellement détaché. Parmi ces missions, il doit apporter son concours aux enseignants désirant mettre en œuvre une pédagogie utilisant les TICE. Il serait judicieux de se rapprocher de lui.

Il existe des packs logiciels (regroupant système d'exploitation et logiciels ludo-éducatifs) très bien conçus,

et utilisables dès la maternelle à l'école ou à la maison. Ils se présentent sous forme de live-CD (on fait démarrer la machine sur le lecteur de cédérom) et on est assuré que les données contenues sur le disque dur ne risquent rien. Pratique pour l'ordinateur familial. On peut aussi les copier sur une clé USB, et la rendre amorçable ^[2]. On peut enfin les copier sur le disque dur à la place du système d'exploitation déjà existant (intéressant dans le cas d'une vieille machine un peu à bout de souffle).

Des réalisations très intéressantes

- dès deux ans : DoudouLinux ([notice Framasoft](#)) ;
- de trois à onze ans : ASRI ([notice Framasoft](#)).

Il existe aussi la version monoposte d'AbulEdu ([notice Framasoft](#)), l'excellent FramaDVD École ([page projet](#)) et enfin de très [nombreuses applications](#) pédagogiques libres fonctionnant sous Windows.

Une remarque pour finir

Il me semble très maladroit de se présenter comme « pirate et libriste ». Ça ne peut que renforcer la confusion dans l'esprit de certains, qui assimilent les deux termes. Ça ne peut que rendre plus difficile votre démarche d'aide aux équipes enseignantes.

Soyons clairs : le piratage à l'école... on n'en veut pas.

Pour des raisons éthiques : nous avons une mission d'éducation civique et morale. Tricher, voler, utiliser des logiciels piratés est en contradiction totale avec une démarche éducative.

Item 2.3 du Brevet Informatique et Internet (B2i)

Si je souhaite récupérer un document, je vérifie que j'ai le droit de l'utiliser et à quelles conditions.

Pour des raisons militantes : on sait bien que les pirates de logiciels font le jeu des maisons d'édition en renforçant la présence de leurs produits, en les rendant plus utilisés, donc plus désirables.

Soyons fiers des logiciels libres !

Notes

[1] Crédit photo : [Michelle Adcock](#) Creative Commons By-Sa

[2] On devrait même dire : « amorçante »

Une journée aux HackWeeks de l'EPPLUG

Alors, à quoi ressemblait cette fameuse semaine aux HackWeeks « automne 2010 » finalement ?



Avant de faire un bilan de cette semaine particulière et riche en échanges, consacrons déjà un billet au déroulement type d'une journées standard, au cours de cet évènement qui réunit en un même lieu 25 participants de 4 projets de développement de logiciel libre, logés, nourris et bichonnés par une bonne douzaine de bénévoles de l'association des Éleveurs de

Pingouins Picards, le LUG local, célèbre pour son organisation des Rencontres Mondiales du Logiciel Libres en 2007.

D'un certain point de vue, les journées aux HackWeeks commençaient comme ça (petit clin d'œil au passage aux équipes de Seek et Domogik, ainsi qu'au magnifique soleil matinal amiénois) :



Et elles se terminaient de la manière suivante :



Mais rassurez-vous, je suis là pour témoigner du fait qu'on

était bien traités entre les deux.

D'ailleurs, pour être honnête, les journées commençaient plutôt comme ça :



Par un réveil matinal dans les confortables chambres individuelles (à 2 ou 4 lits), situées juste en face du CREPS d'Amiens où se déroulait l'évènement, et que l'on pouvait joindre en deux pas ^[1] après une bonne douche ^[2].

Des matinées studieuses



Dès 8 h 30, les premiers développeurs acharnés, d'un naturel calme et tranquille ^[3] se rassemblaient dans la grande salle de travail, où quatre groupes de tables avaient été aménagés pour accueillir les participants de chaque projet.

Toutefois, les développeurs étant visiblement en majorité des « couche-tard », c'est seulement vers 10 h 30 que le gros des troupes en avait fini avec le petit déjeuner, servi sous forme de buffet à volonté dans une salle à part, réservée aux repas, conviviale mais située à l'autre extrémité du long bâtiment ! Bon, objectivement c'est à peu près le seul exercice physique qu'on ait fait de la semaine, mis à part les balades rafraîchissantes pour aller du lieu de travail (le CREPS) aux lieux de rencontres avec le public (des bars en ville).

Sur place, les styles variaient beaucoup d'une table à l'autre, mais on retrouvait partout la même détermination à avancer dans le travail. Pour ce faire, l'équipement était optimal : tables, chaises, multi-prises et câbles ethernet. En creusant un peu plus, on se rendait compte, au fur et à mesure des besoins, qu'il y avait également : bloc-note et stylos à volonté, et même un tableau papier par projet. Un frêle WiFi venait dépanner lors des quelques toussotements du réseautiers du début, lorsque différentes configurations étaient appliquées à la fibre optique mise en place sur-mesure pour l'évènement et ses éditions futures.

Calme et appliquée, l'équipe Domogik qui me prêtait un coin de table a rapidement recouvert son espace de travail d'équipement domotique divers, variés et encombrants. Un nouveau dans l'équipe apprenait les rouages du logiciel, largement guidé par ses deux collègues qui avançaient sur les fonctionnalités attendues. À cette table, le silence était de mise, pour aider à la concentration et surtout pour entendre les petits claquements de relais dans les équipements branchés et en cours de test.

Un peu plus extravertie, l'équipe Seeks débattait au tableau, se répartissait les tâches et s'échangeait quelques blagues sur IRC. L'effet est d'ailleurs toujours aussi surprenant... Tout ce petit monde pianote avec l'air sérieux, et d'un coup les rires fusent, chacun s'empressant d'en rajouter une ligne au clavier □

Du côté de Dolibarr, le standing n'est pas le même. On passe des chercheurs hirsutes aux auto-entrepreneurs dynamiques. Ils étaient 12, discutant, débattant de manière animée et répondant au téléphone à leurs clients. À la table Dolibarr, pour coder il fallait se concentrer. Mais justement, il n'était pas rare d'y trouver des développeurs en pleine action, intensément concentrés sur leur code, parfois même avec des écouteurs sur les oreilles et qui sursautaient si on leur posait une question.

Enfin, les NObjets étaient nettement plus discrets ^[4], mais tout aussi productifs.

Des déjeuners conviviaux



Tous les jours à partir de 12 h 30, une fois les repas du traiteurs livrés avec l'aide des bénévoles de l'EPPLUG, des volées de développeurs gagnaient la salle à manger en traversant joyeusement les couloirs du CREPS. Les repas étaient à la fois bons et légers (sauf le colombo de porc du début, qui servit de leçon pour tout le monde : pour coder efficacement toute la journée, manger léger). Ils étaient aussi très bons et nous sommes tous repartis avec quelques kilos en plus en fin de semaine.

Des après-midi efficaces



Sans moment de flottement le travail reprenait rapidement après le repas, avec autant de passion que le matin. Les après-midi, monotones pour un observateur, crépitaient de claviotages dans une ambiance à mi chemin entre une LAN-Party sérieuse et un open-space convivial. De temps à autre, un évènement particulier vient animer l'après midi : une séance avec vidéo-projecteur chez Dolibarr, une lampe qui s'allume enfin chez Domogik, le montage d'un studio radio sur place, la subtile reprise « scientifique », au tableau papier d'un groupe dont je tairai le nom, de la fameuse pub pour le Tonyglandil des Nuls...

Des soirées chaleureuses

Tout ce petit monde s'agitait à nouveau le soir, quelques heures après la tombée de la nuit ^[5], lorsque les repas arrivaient. Suivant les activités prévues par l'organisation (présentations de projet, projection de court-métrages libres, repas au restaurant...) chacun se motivait pour suivre le programme, les équipes jouant le jeu quitte à manger en avance pour arriver « à l'heure » au bon endroit. Les déplacements s'improvisaient joyeusement, mais il faut bien reconnaître à la décharge des valeureux bénévoles de l'EPPLUG qu'il n'est pas aisé de décoller un geek de son écran, alors pour réussir à en mobiliser plusieurs d'un coup pour espérer faire une navette en voiture, il faut bien du talent...



Les lieux de rencontre avec le public étaient spécialement décorés pour l'évènement et l'ambiance y était donc festive. Bien qu'objectivement les présentations de projet n'attirèrent pas les foules, les équipes furent bons publics les unes envers les autres, créant des moments privilégiés d'échange entre les développeurs.

Puis, la nuit avançant les effectifs s'éparpillaient pour entreprendre diverses activités, plus ou moins saines pour le lendemain, avant de finalement rejoindre les chambres du dortoir en briques par petits groupes.



Notes

[1] C'est une expression, il en fallait 63 par beau temps et 75 les matins de givre.

[2] Les chambres en sont équipées.

[3] Qu'on appelle aussi geeks.

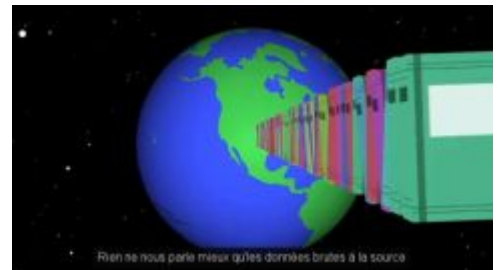
[4] Enfin discrets, sauf quand la musique d'un casque poussait

l'un des artistes à retranscrire avec les index un solo de batterie endiablé, porté par la force du passage, sous le regard médusé de l'assistance...

[5] Qui arrive d'un coup à 16 h en cette saison.

Dan Bull, la vérité vous rendra libre

Plus que jamais d'actualité suite à l'annonce par [WikiLeaks](#) du début de la publication de 250 000 câbles diplomatiques américains, voici une (relativement) nouvelle chanson de [Dan Bull](#), sous-titrée comme pour les précédents [morceaux](#) par la fine équipe : [Koolfy](#) plus [Framalang](#).



Dan Bull – WikiLeaks et le besoin de liberté d'expression

[Dan Bull – WikiLeaks and the Need for Free Speech](#)



-> La [vidéo](#) au format webm

-> Le fichier de [sous-titres](#)

Longue vie au Web, par Tim Berners-Lee

« Sir » Tim Berners-Lee, le père du Web, a livré ce week-end au magazine Scientific American, une analyse complète lucide et accessible des menaces qui pèsent aujourd'hui sur ce curieux phénomène qui depuis vingt ans a changé la face du monde : Internet.



En termes simples, Berners-Lee revient sur l'universalité de ce réseau, qui n'a pu se développer que grâce à des conditions initiales propices :

- Une technique simple et libre, donc bidouillable par chacun dans son coin;
- Une conception décentralisée, permettant une croissance tous azimuts;
- Le principe de neutralité du réseau, qui permet à tous de proposer du contenu.

Or, force est de constater que ces conditions, qui ont démarqué ce que nous appelons aujourd'hui « Internet » des autres tentatives de mise en réseau à grande échelle d'ordinateurs de par le monde, sont attaquées et mises en péril par de grandes entreprises, et, presque comme une conséquence par de nombreux gouvernements. ^[1]

À la lecture de ce texte, on peut également se rendre compte que la France est malheureusement en bonne position parmi les gouvernements les plus hostiles au réseau, et que la HADOPI, comme un pavé jeté dans la mare, éclabousse effectivement de honte le pays des droits de l'Homme face à ses voisins.

Contrastant par exemple clairement avec le droit au haut débit pour tous mis en place par la Finlande et lui aussi mentionné par Berners-Lee.

Toutefois, la principale qualité de cette riche synthèse est son ton résolument grand public, qui a mobilisé l'équipe [Framalang](#) tout un week-end pour venir à bout de la traduction des 6 pages de l'article original en moins de 48h.

Longue vie au Web ! Un appel pour le maintien des standards ouverts et de la neutralité

[Long Live the Web, A Call for Continued Open Standards and Neutrality](#)

*Tim Berners-Lee – lundi 22 novembre – ScientificAmerican.com
Traduction Framalang : Goofy, Pablo, Seb seb, Misc, Siltaar*

Le Web est un enjeu crucial non seulement pour la révolution numérique mais aussi pour notre prospérité – et même pour notre liberté. Comme la démocratie elle-même, il doit être défendu.

Le *world wide web* est venu au monde, concrètement, sur mon ordinateur de bureau à [Genève en Suisse](#) en décembre 1990. Il était composé d'un [site Web](#) et d'un [navigateur](#), qui d'ailleurs se trouvaient sur la même [machine](#). Ce dispositif très simple faisait la démonstration d'une idée fondamentale : n'importe qui pouvait partager des informations avec n'importe qui d'autre, n'importe où. Dans cet esprit, le Web s'est étendu rapidement à partir de ces fondations. Aujourd'hui, à son 20ème anniversaire, le Web est intimement mêlé à notre vie de tous les jours. **Nous considérons qu'il va de soi, nous nous attendons à ce qu'il soit disponible à chaque instant, comme l'électricité.**

Le Web est devenu un outil puissant et omniprésent parce qu'il a été conçu suivant des principes égalitaires et parce que des milliers d'individus, d'universités et d'entreprises ont travaillé, à la fois indépendamment et ensemble en tant que membres du [World Wide Web Consortium](#), pour étendre ses possibilités en se fondant sur ces principes.

[Le Web tel que nous le connaissons](#), cependant, est menacé de diverses façons. Certains de ses plus fameux locataires ont commencé à rogner sur ses principes. D'énormes sites de réseaux sociaux retiennent captives les informations postées par leurs utilisateurs, à l'écart du reste du Web. Les fournisseurs d'accès à [Internet](#) sans fil sont tentés de ralentir le trafic des sites avec lesquels ils n'ont pas d'accords commerciaux. Les gouvernements – qu'ils soient totalitaires ou démocratiques – surveillent les habitudes en ligne des citoyens, mettant en danger d'importants droits de l'Homme.

Si nous, les utilisateurs du Web, nous permettons à ces tendances et à d'autres encore de se développer sans les contrôler, **le Web pourrait bien se retrouver fragmenté en archipel**. Nous pourrions perdre la liberté de nous connecter aux sites Web de notre choix. Les effets néfastes pourraient s'étendre aux smartphones et aux tablettes, qui sont aussi des portails vers les nombreuses informations fournies par le Web.

Pourquoi est-ce votre affaire ? Parce que le Web est à vous. C'est une ressource publique dont vous, vos affaires, votre communauté et votre gouvernement dépendent. Le Web est également vital pour la démocratie, en tant que canal de communication qui rend possible une conversation globale permanente. Le Web est désormais plus crucial pour la liberté d'expression que tout autre média. Il transpose à l'âge numérique les principes établis dans la [constitution des États-Unis](#), dans la [Magna Carta](#) britannique et d'autres textes fondateurs : la liberté de ne pas être surveillée, filtrée, censurée ni déconnectée.

Pourtant les gens semblent penser que le Web est en quelque sorte un élément naturel, et que s'il commence à déperir, eh bien, c'est une de ces choses malheureuses contre lesquelles on ne peut rien faire. Or il n'en est rien. Nous créons le Web, en concevant les protocoles pour les ordinateurs et les logiciels. Ce processus est entièrement entre nos mains. C'est nous qui choisissons quelles caractéristiques nous voulons qu'il ait ou non. Il n'est absolument pas achevé (et certainement pas mort). Si nous voulons contrôler ce que fait le gouvernement, ce que font les entreprises, comprendre dans quel état exact se trouve la planète, trouver un traitement à la maladie d'Alzheimer, sans parler de partager nos photos avec nos amis, nous le public, la communauté scientifique et la presse, nous devons nous assurer que les principes du Web demeurent intacts – pas seulement pour préserver ce que nous avons acquis mais aussi pour tirer profit des grandes avancées qui sont encore à venir.

L'universalité est le principe fondateur

Il existe des principes-clés pour s'assurer que le Web devienne toujours plus précieux. Le premier [principe de conception](#) qui sous-tend l'utilité du Web et son développement, c'est l'universalité. Lorsque vous créez un lien, vous pouvez le diriger vers n'importe quoi. Cela signifie que chacun doit être capable de mettre tout ce qu'il veut sur le Web, quel que soit l'ordinateur, le logiciel utilisé ou la langue parlée, peu importe qu'on ait une connexion avec ou sans wifi. Le Web devrait être utilisable par des [personnes handicapées](#). Il doit fonctionner avec n'importe quelle information, que ce soit un document ou un fragment de données, quelle que soit la qualité de l'information – du tweet crétin à la thèse universitaire. Et il devrait être accessible avec n'importe quel type de matériel connectable à Internet : ordinateur fixe ou appareil mobile, petit ou grand écran.

Ces caractéristiques peuvent paraître évidentes, allant de soi ou simplement sans importance, mais ce sont grâce à elles que vous pourrez voir apparaître sur le Web, sans aucune difficulté, le site du prochain film à succès ou la nouvelle page d'accueil de l'équipe locale de foot de votre gamin. L'universalité est une exigence gigantesque pour tout système.

La décentralisation est un autre principe important de conception. Vous n'avez nul besoin de l'approbation d'une quelconque autorité centrale pour ajouter une page ou faire un lien. Il vous suffit d'utiliser trois protocoles simples et standards : écrire une page en [HTML](#) (langage de balisage hypertextuel), de la nommer selon une norme d'[URI](#) (identifiant uniforme de ressource), et de la publier sur Internet en utilisant le protocole [HTTP](#) (protocole de transfert hypertexte). La décentralisation a rendu possible l'innovation à grande échelle et continuera de le faire à l'avenir.

L'URI est la clé de l'universalité (à l'origine j'ai appelé le procédé de nommage URI, Universal Resource Identifier – Identifiant Universel de Ressource ; par la suite il est devenu [URL](#), Uniform Resource Locator – Localisateur Uniforme de Ressource). L'URI vous permet de suivre n'importe quel lien, indépendamment du contenu vers lequel il pointe ou de qui publie ce contenu. Les liens transforment le contenu du Web en quelque chose de plus grande valeur : un espace d'information inter-connecté.

Plusieurs menaces à l'encontre de l'universalité du Web sont apparues récemment. Les compagnies de télévision par câble qui vendent l'accès à Internet se demandent s'il faut pour leurs clients limiter le téléchargement à leurs seuls contenus de divertissement. Les sites de réseaux sociaux présentent un problème différent. Facebook, LinkedIn, Friendster et d'autres apportent essentiellement une valeur en s'emparant des informations quand vous les saisissez : votre date de naissance, votre adresse de courriel, vos centres d'intérêts, et les liens qui indiquent qui est ami avec qui et qui est sur

quelle photo. Les sites rassemblent ces données éparses dans d'ingénieuses bases de données et réutilisent les informations pour fournir un service à valeur ajoutée – mais uniquement sur leurs sites. Une fois que vous avez saisi vos données sur un de ces services, vous ne pouvez pas facilement les utiliser sur un autre site. Chaque site est un silo, séparé des autres par une cloison hermétique. Oui, vos pages sur ces sites sont sur le Web, mais vos données n'y sont pas. Vous pouvez accéder à une page Web contenant une liste de gens que vous avez rassemblée au même endroit, mais vous ne pouvez pas envoyer tout ou partie de cette liste vers un autre site.

Cette compartimentation se produit parce que chaque élément d'information est dépourvu d'URI. L'interconnexion des données existe uniquement à l'intérieur d'un même site. Ce qui signifie que plus vous entrez de données, et plus vous vous enfermez dans une impasse. Votre site de réseau social devient une plateforme centrale – un silo de données fermé, qui ne vous donne pas le plein contrôle sur les informations qu'il contient. Plus ce genre d'architecture se répand, plus le Web se fragmente, et moins nous profitons d'un unique espace d'information universel.

Un effet pervers possible est qu'un site de réseau social – ou un moteur de recherche, ou un navigateur – prenne une telle ampleur qu'il devienne hégémonique, ce qui a tendance à limiter l'innovation. Comme cela s'est produit plusieurs fois depuis les débuts du Web, l'innovation permanente du plus grand nombre peut être la meilleure réponse pour contrer une entreprise ou un gouvernement quelconque qui voudrait saper le principe d'universalité. [GnuSocial](#) et [Diaspora](#) sont des projets sur le Web qui permettront à chacun de créer son propre réseau social sur son propre serveur, et de se connecter à d'autres sur leur site. Le projet [Status.net](#), qui fait tourner des sites comme [Identi.ca](#), vous permet de monter votre propre réseau de micro-blogage à la manière de Twitter mais sans la centralisation induite par Twitter.

Les standards ouverts sont le moteur de l'innovation

Permettre à chaque site d'être lié à n'importe quel autre est nécessaire mais pas suffisant pour que le Web ait une armature solide. Les technologies de base du Web, dont les particuliers et les entreprises ont besoin pour développer des services avancés, doivent être gratuites et sans redevance. Amazon.com, par exemple, est devenu une gigantesque librairie en ligne, puis un disquaire, puis un immense entrepôt de toutes sortes de produits, parce que l'entreprise avait un accès libre et gratuit aux standards techniques qui sous-tendent le Web. Amazon, comme tout usager du Web, a pu utiliser le HTML, l'URI et le HTTP sans avoir à en demander l'autorisation à quiconque et sans avoir à payer pour cela. La firme a pu également bénéficier des améliorations de ces standards développées par le World Wide Web Consortium, qui permettent aux clients de remplir un bon de commande virtuel, de payer en ligne, d'évaluer les marchandises achetées et ainsi de suite.

Par « standards ouverts » je veux dire des standards à l'élaboration desquels peuvent participer tous les spécialistes, pourvu que leur contribution soit largement reconnue et validée comme acceptable, qu'elle soit librement disponible sur le Web et qu'elle soit gratuite (sans droits à payer) pour les développeurs et les utilisateurs. Des standards ouverts, libres de droits et faciles à utiliser génèrent l'extraordinaire diversité des sites Web, depuis les grands noms tels qu'Amazon, Craigslist et Wikipédia jusqu'aux blogs obscurs maintenus par des passionnés, en passant par les vidéos bricolées à la maison et postées par des ados.

La transparence signifie aussi que vous pouvez créer votre site Web ou votre entreprise sans l'accord de qui que ce soit. Au début du Web, je ne devais pas demander de permission ni payer de droits d'auteur pour utiliser les standards ouverts propres à Internet, tels que le célèbre protocole de contrôle

de transmission ([TCP](#)) et le protocole Internet ([IP](#)). De même, la [politique de brevets](#) libres de droits du W3C (World Wide Web Consortium) dit que les entreprises, les universités et les individus qui contribuent au développement d'un standard doivent convenir qu'ils ne feront pas payer de droits d'auteur aux personnes qui pourraient l'utiliser.

Les standards libres de droits et ouverts ne signifient pas qu'une entreprise ou un individu ne peut pas concevoir un blog ou un programme de partage de photos et vous faire payer son utilisation. Ils le peuvent. Et vous pourriez avoir envie de payer pour ça, si vous pensez que c'est « mieux » que le reste. L'important est que les standards ouverts permettent un grand nombre d'options, gratuites ou non.

En effet, de nombreuses entreprises dépensent de l'argent pour mettre au point des applications extraordinaires précisément parce qu'elles sont sûres que ces applications vont fonctionner pour tout le monde, sans considération pour le matériel, le système d'exploitation ou le fournisseur d'accès internet ([FAI](#)) que les gens utilisent – tout ceci est rendu possible par les standards ouverts du Web. La même confiance encourage les scientifiques à passer des centaines d'heures à créer des bases de données incroyables sur lesquelles ils pourront partager des informations sur, par exemple, des protéines en vue de mettre au point des remèdes contre certaines maladies. Cette confiance encourage les gouvernements des [USA](#) ou du [Royaume-Uni](#) à mettre de plus en plus de données sur le réseau pour que les citoyens puissent les inspecter, rendant le gouvernement de plus en plus transparent. Les standards ouverts favorisent les découvertes fortuites : quelqu'un peut les utiliser d'une façon que personne n'a imaginée avant. Nous le voyons tous les jours sur le Web.

Au contraire, ne pas utiliser les standards ouverts crée des univers fermés. Par exemple, le système iTunes d'Apple identifie les chansons et les vidéos par des URI que l'on

ouvre. Mais au lieu d'« http: », les adresses commencent par « itunes: » qui est propriétaire. Vous ne pouvez accéder à un lien « itunes: » qu'en utilisant le logiciel propriétaire iTunes d'Apple. Vous ne pouvez pas faire un lien vers une information dans l'univers iTunes, comme une chanson ou une information sur un groupe. **L'univers iTunes est centralisé et emmuré.** Vous êtes piégés dans un seul magasin, au lieu d'être sur une place ouverte. Malgré toutes les fonctionnalités merveilleuses du magasin, leurs évolutions sont limitées parce qu'une seule entreprise décide.

D'autres entreprises créent aussi des univers fermés. La tendance des magazines, par exemple, de produire des « applis » pour smartphone plutôt que des applications Web est inquiétante, parce que ce contenu ne fait pas partie du Web. Vous ne pouvez pas le mettre dans vos signets, ni envoyer par email un lien vers une page pointant dessus. Vous ne pouvez pas le « tweeter ». Il est préférable de créer une application Web qui fonctionnera aussi sur les navigateurs des smartphones et les techniques permettant de le faire s'améliorent en permanence.

Certaines personnes pourraient penser que les univers fermés ne sont pas un problème. Ces univers sont faciles à utiliser et peuvent donner l'impression de leur apporter tout ce dont elles ont besoin. Mais comme on l'a vu dans les années 1990 avec le système informatique bas débit d'AOL, qui vous donnait un accès restreint à un sous-ensemble du Web, ces « jardins emmurés », qu'importe qu'ils soient agréables, ne peuvent rivaliser en diversité, en profusion et en innovation avec l'agitation démente du Web à l'extérieur de leurs portes. Toutefois, si un « clôt » a une emprise trop importante sur un marché cela peut différer sa croissance extérieure.

Garder la séparation entre le Web et

l'Internet

Conserver l'universalité du Web et garder ses standards ouverts aide tout le monde à inventer de nouveaux services. Mais un troisième principe – la séparation des couches – distingue la conception du Web de celle de l'[Internet](#).

Cette séparation est fondamentale. Le Web est une application tournant sur Internet, qui n'est autre qu'un réseau électronique transmettant des paquets d'information entre des millions d'ordinateurs en suivant quelques protocoles ouverts. Pour faire une analogie, le Web est comme un appareil électroménager qui fonctionne grâce au réseau électrique. Un réfrigérateur ou une imprimante peut fonctionner tant qu'il utilise quelques protocoles standards – aux États-Unis, on fonctionne sur du 120 volts à 60 hertz. De la même façon, chaque application – parmi lesquelles le Web, les courriels ou la messagerie instantanée – peut fonctionner sur Internet tant qu'elle suit quelques protocoles standards d'Internet, tels que le TCP et l'IP.

Les fabricants peuvent améliorer les réfrigérateurs et les imprimantes sans transformer le fonctionnement de l'électricité, et les services publics peuvent améliorer le réseau électrique sans modifier le fonctionnement des appareils électriques. Les deux couches de technologie fonctionnent en même temps mais peuvent évoluer indépendamment. C'est aussi valable pour le Web et Internet. La séparation des couches est cruciale pour l'innovation. En 1990 le Web se déploie sur Internet sans le modifier, tout comme toutes les améliorations qui ont été faites depuis. À cette période, les connexions Internet se sont accélérées de 300 bits par seconde à 300 millions de bits par seconde (Mbps) sans qu'il ait été nécessaire de repenser la conception du Web pour tirer profit de ces améliorations.

Les droits de l'homme à l'âge électronique

Bien qu'Internet et les principes du Web soient distincts, un utilisateur du Web est aussi un utilisateur d'Internet et par conséquent il compte sur un réseau dépourvu d'interférences. Dans les temps héroïques du Web, il était techniquement trop difficile pour une entreprise ou un pays de manipuler le Web pour interférer avec un utilisateur individuel. La technologie nécessaire a fait des bonds énormes, depuis. En 2007, BitTorrent, une entreprise dont le protocole de réseau « peer to peer » permet de partager les musiques, les vidéos et d'autres fichiers directement sur Internet, a déposé une plainte auprès de la FCC (commission fédérale des communications) contre le géant des fournisseurs d'accès Comcast qui bloquait ou ralentissait le trafic de ceux qui utilisaient l'application BitTorrent. [La FCC a demandé à Comcast de cesser ces pratiques](#), mais en avril 2010 la cour fédérale a décidé que la FCC n'avait pas le droit de contraindre Comcast. Un bon FAI (Fournisseur d'Accès Internet) qui manque de bande passante s'arrangera souvent pour délester son trafic de moindre importance de façon transparente, de sorte que les utilisateurs soient au courant. Il existe une différence importante entre cette disposition et l'usage du même moyen pour faire une discrimination.

Cette différence met en lumière le principe de la [neutralité du réseau](#). La neutralité du réseau garantit que si j'ai payé pour une connexion d'une certaine qualité, mettons 300 Mbps, et que vous aussi vous avez payé autant, alors nos communications doivent s'établir à ce niveau de qualité. Défendre ce principe empêcherait un gros FAI de vous transmettre à 300 Mbps une vidéo venant d'une société de média qu'il posséderait, tandis qu'il ne vous enverrait la vidéo d'une société concurrente qu'à une vitesse réduite. Cela revient à pratiquer une discrimination commerciale. D'autres situations complexes peuvent survenir. Que se passe-t-il si

votre FAI vous rend plus facile l'accès à une certaine boutique en ligne de chaussures et plus difficile l'accès à d'autres ? Ce serait un moyen de contrôle puissant. Et que se passerait-il si votre FAI vous rendait difficile l'accès à des sites Web de certains partis politiques, de groupes à caractère religieux, à des sites parlant de l'évolution ?

Hélas, en août Google et Verizon ont suggéré pour diverses raisons que la neutralité ne doit pas s'appliquer aux connexions des téléphones portables. De nombreuses personnes dans des zones rurales aussi bien dans l'Utah qu'en Ouganda n'ont accès à l'Internet que par leur téléphone mobile. Exclure les accès sans fil du principe de neutralité laisserait ces utilisateurs à la merci de discriminations de service. Il est également bizarre d'imaginer que mon droit fondamental d'accès à la source d'information de mon choix s'applique quand je suis sur mon ordinateur en WiFi à la maison, mais pas quand j'utilise mon téléphone mobile.

Un moyen de communication neutre est la base d'une économie de marché juste et compétitive, de la démocratie et de la science. La polémique est revenue à l'ordre du jour l'année dernière pour savoir s'il est nécessaire qu'une législation gouvernementale protège la neutralité du réseau. C'est bien le cas. Même si généralement Internet et le Web se développent grâce à une absence de régulation, quelques principes fondamentaux doivent être protégés légalement.

Halte à l'espionnage

D'autres menaces envers le web résultent d'indiscretions touchant Internet, ce qui inclut l'[espionnage](#). En 2008, une entreprise du nom de Phorm a mis au point un moyen pour un FAI de fouiner dans les paquets d'informations qu'il envoie. Le fournisseur peut alors déterminer chaque URI sur laquelle un de ses clients a surfé, et ensuite créer un profil des sites que l'utilisateur a visités afin de produire des publicités ciblées.

Accéder à l'information contenue dans un paquet Internet est équivalent à mettre un téléphone sur écoute ou ouvrir le courrier postal. Les URI que les gens utilisent révèlent beaucoup de choses sur eux. Une entreprise ayant acheté les profils URI de demandeurs d'emploi pourrait les utiliser pour faire de la discrimination à l'embauche sur les idées politiques des candidats par exemple. Les compagnies d'assurance-vie pourraient faire de la discrimination contre les personnes qui ont fait des recherches concernant des symptômes cardiaques sur le Web. Des personnes mal intentionnées pourraient utiliser les profils pour traquer des individus. Nous utiliserions tous le Web de façon très différente si nous savions que nos clics pouvaient être surveillés et les données ainsi obtenues partagées avec des tierces personnes.

La liberté d'expression devrait être elle aussi protégée. **Le Web devrait être semblable à une feuille de papier blanche : disponible pour y écrire, sans qu'on puisse contrôler ce qui y est écrit.** Au début de cette année Google a accusé le gouvernement chinois d'avoir piraté ses bases de données pour récupérer les courriels des dissidents. Ces intrusions supposées ont fait suite au refus de Google d'obéir aux exigences du gouvernement, qui demandait à l'entreprise de censurer certains documents sur son moteur de recherche en langue chinoise.

Les régimes totalitaires ne sont pas les seuls qui violent les droits du réseau de leurs citoyens. En France une loi créée en 2009, appelée [HADOPI](#), autorise une administration du même nom à déconnecter un foyer pendant un an si quelqu'un dans la maison est accusé par une compagnie de distribution de médias d'avoir téléchargé de la musique ou des vidéos. Suite à une forte opposition, en octobre le Conseil constitutionnel français a demandé qu'un juge soit saisi du dossier avant que l'accès à Internet ne soit coupé, mais si le juge l'accepte, le foyer familial pourra être déconnecté sans procédure légale

digne de ce nom. Au Royaume-Uni, le [Digital Economy Act](#), hâtivement voté en avril, autorise le gouvernement à demander à un FAI (Fournisseur d'Accès Internet) d'interrompre la connexion de quiconque figure dans une liste d'individus soupçonnés de violation de copyright. En septembre, le Sénat des États-Unis a introduit le [Combating Online Infringement and Counterfeits Act](#) (loi pour lutter contre la délinquance en ligne et la contrefaçon), qui devrait permettre au gouvernement de créer une [liste noire de sites Web](#) – qu'ils soient ou non hébergés aux USA – accusés d'enfreindre la loi, et d'obliger tous les FAI à bloquer l'accès des-dits sites.

Dans de tels cas de figure, aucune procédure légale digne de ce nom ne protège les gens avant qu'ils ne soient déconnectés ou que leurs sites soient bloqués. Compte-tenu des multiples façons dont le Web s'avère essentiel pour notre vie privée et notre travail, **la déconnexion est une forme de privation de notre liberté**. En s'inspirant de la Magna Carta, nous pourrions maintenant proclamer :

« Aucun individu ni organisation ne pourra être privé de la possibilité de se connecter aux autres sans une procédure légale en bonne et due forme qui tienne compte de la présomption d'innocence. »

Lorsque nos droits d'accès au réseau sont violés, un tollé général est déterminant. Les citoyens du monde entier se sont opposés aux exigences de la Chine envers Google, à tel point que la Secrétaire d'état Hillary Clinton a déclaré que le gouvernement des États-Unis soutenait la résistance de Google et que la liberté de l'Internet – et avec elle celle du Web – [allait devenir une pièce maîtresse de la politique étrangère américaine](#). En octobre, la Finlande a fait [une loi](#) qui donne le droit à chaque citoyen d'avoir une connexion à haut débit de 1 Mbps.

Connexion vers l'avenir

Tant que les principes fondamentaux du Web seront maintenus, son évolution ultérieure ne dépendra d'aucun individu ni d'aucune organisation particulière – ni de moi, ni de personne d'autre. Si nous pouvons en préserver les principes, le Web est promis à un avenir extraordinaire.

La dernière version du HTML par exemple, intitulée [HTML5](#), n'est pas simplement un langage de balisage mais une plateforme de programmation qui va rendre les applications Web encore plus puissantes qu'elles ne le sont aujourd'hui. La prolifération des smartphones va mettre le Web encore plus au cœur de nos vies. L'accès sans fil donnera un avantage précieux aux pays en développement, où beaucoup de gens n'ont aucune connexion filaire ou par câble mais peuvent en avoir sans fil. Il reste encore beaucoup à faire, bien sûr, y compris en termes d'accessibilité pour les personnes handicapées, et pour concevoir des pages qui s'afficheront aussi bien sur tous les [écrans](#), depuis le mur d'images géantes en 3D jusqu'à la taille d'un cadran de montre.

Un excellent exemple de futur prometteur, qui exploite la puissance conjuguée de tous ces principes, c'est l'[interconnexion des données](#). Le Web d'aujourd'hui est relativement efficace pour aider les gens à publier et découvrir des documents, mais nos programmes informatiques ne savent pas lire ni manipuler les données elles-mêmes au sein de ces documents. Quand le problème sera résolu, le Web sera bien plus utile, parce que les données concernant presque chaque aspect de nos vies sont générées à une vitesse stupéfiante. Enfermées au sein de toutes ces données se trouvent les connaissances qui permettent de guérir des maladies, de développer les richesses d'un pays et de gouverner le monde de façon plus efficace.

Les scientifiques sont véritablement aux avants-postes et font des efforts considérables pour inter-connecter les données sur

le Web. Les chercheurs, par exemple, ont pris conscience que dans de nombreux cas un unique laboratoire ou un seul dépôt de données en ligne s'avèrent insuffisants pour découvrir de nouveaux traitements. Les informations nécessaires pour comprendre les interactions complexes entre les pathologies, les processus biologiques à l'œuvre dans le corps humain, et la gamme étendue des agents chimiques sont dispersées dans le monde entier à travers une myriade de bases de données, de feuilles de calcul et autres documents.

Une expérience réussie est liée à la recherche d'un traitement contre la maladie d'[Alzheimer](#). Un grand nombre de laboratoires privés ou d'état ont renoncé à leur habitude de garder secrètes leurs données et ont créé le projet [Alzheimer's Disease Neuroimaging](#). Ils ont mis en ligne une quantité phénoménale d'informations inter-connectées sur les patients, ainsi que des scanners cérébraux, une base dans laquelle ils ont puisé à maintes reprises pour faire progresser leurs recherches. Au cours d'une démonstration dont j'ai été témoin, un scientifique a demandé : « quelles protéines sont impliquées dans la transduction des signaux et sont liées aux neurones pyramidaux ? ». En posant la question avec Google, on obtenait 233 000 résultats – mais pas une seule réponse. En demandant aux bases de données inter-connectées du monde entier pourtant, on obtenait un petit nombre de protéines qui répondaient à ces critères.

Les secteurs de l'investissement et de la finance peuvent bénéficier eux aussi des données inter-connectées. Les profits sont générés, pour une grande part, par la découverte de modèles de recherche dans des sources d'informations incroyablement diversifiées. Les données sont également toutes liées à notre vie personnelle. Lorsque vous allez sur le site de votre réseau social et que vous indiquez qu'un nouveau venu est votre ami, vous établissez une relation. Et cette relation est une donnée.

Les données inter-connectées suscitent un certain nombre de

difficultés que nous devons affronter. Les nouvelles possibilités d'intégration des données, par exemple, pourraient poser des problèmes de respect de la vie privée qui ne sont pratiquement pas abordés par les lois existantes sur le sujet. Nous devrions examiner les possibilités légales, culturelles et techniques qui préserveront le mieux la vie privée sans nuire aux possibilités de bénéfices que procure le partage de données.

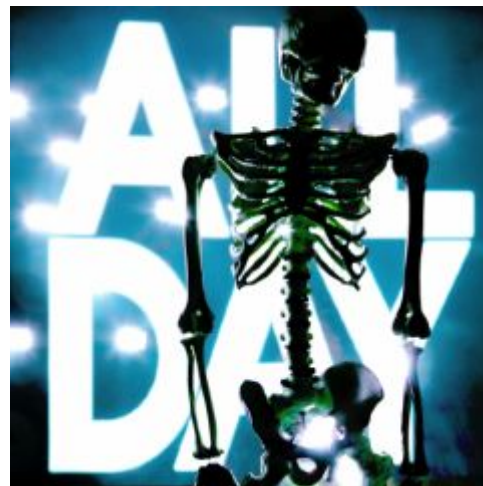
Nous sommes aujourd'hui dans une période enthousiasmante. Les développeurs Web, les entreprises, les gouvernements et les citoyens devraient travailler ensemble de façon collaborative et ouverte, comme nous l'avons fait jusqu'ici, pour préserver les principes fondamentaux du Web tout comme ceux de l'Internet, en nous assurant que les processus techniques et les conventions sociales que nous avons élaborés respectent les valeurs humaines fondamentales. **Le but du Web est de servir l'humanité.** Nous le bâtissons aujourd'hui pour que ceux qui le découvriront plus tard puissent créer des choses que nous ne pouvons pas même imaginer.

Notes

[1] Crédit photo : [Neal Fowler](#) – Creative Commons By

Girl Talk, ou l'art du remix

[Girl Talk](#), de son vrai nom Gregg Gillis n'est pas totalement inconnu du Framablog puisqu'il est le co-producteur du film [Rip : A remix manifesto](#) du canadien Brett Gaylor, auquel ont également participé [Lawrence Lessig](#), [Cory Doctorow](#) et Gilberto Gil ^[1], et dont nous parlions récemment dans l'[article de Nina Paley](#) sur les confusions à éviter avec les licences Creative Commons.



Toutefois, l'activité principale de Girl Talk n'est pas le cinéma, mais la musique. En effet, cette semaine est sorti le 5e album de Girl Talk, nommé All Day ^[2] et [librement téléchargeable](#) sur son site web (vu l'affluence, nous recommandons de passer par [BitTorrent](#) pour ce téléchargement légal de musique en libre diffusion). Comme tous les travaux de Girl Talk, cet album est couvert par une licence Creative Commons By NC, ce qui ferait bondir Nina Paley, mais permet tout de même à tout le monde de télécharger et d'écouter gratuitement les 12 titres de l'album chez soi.

La musique de Girl Talk est particulière, à la fois novatrice et déjà connue du plus grand nombre, il s'agit d'un patchwork d'extraits musicaux d'une quantité invraisemblable de morceaux d'autres artistes, parfaitement imbriqués et se répondant harmonieusement.

Tout y passe, du titre de Beyoncé qui inspira cette [BD XKCD](#) de Randall Munroe ^[3], au morceau de rap qui accompagne les exactions de l'armée américaine dans l'épisode Rap News 4 du [billet précédent](#) ! Ça part tous azimuts et ça forme pourtant un tout qui coule de source...

OVNI acoustique rafraîchissant en ces temps d'offre labélisée, de culture officielle et de nullité en [mouvement](#) ou en [tube](#),

le dernier Girl Talk vous offrira une bouffée d'oxygène et un défi presque sans fin pour retrouver [tous les extraits](#) !



Pour la traduction de la BD en français, c'est [ici](#). XKCD a son site de fans français qui traduisent les BD au fur et à mesure de leur sortie.

Notes

[1] Ex ministre de la culture du Brésil.

[2] Crédit photo : [Girl Talk](#) Creative Commons By Non-Commercial

[3] Crédit BD : Randall Munroe [XKCD.com](#) Creative Commons By Non-Commercial

H@ckWeeks, le séjour de rêve des geeks

« Une semaine tous frais payés dans la petite Venise du nord... » c'est le cadeau qu'ont gagné les quatre projets retenus par l'EPPLUG ^[1] pour la deuxième édition des H@ckWeeks qui se déroulera la semaine prochaine à Amiens.



Les membres de ces quatre projets se retrouveront donc dans le nord dès lundi prochain, confiés aux mains expertes des bénévoles de l'EPPLUG, qui, à la suite de l'organisation de l'édition 2007 des RMLL dans la préfecture de Picardie ont imaginé une variante hebdomadaire des [barcamps](#), ces réunions de travail et d'ateliers.

Le principe est simple : se retrouver tous en vrai (souvent pour la première fois) et n'avoir rien d'autre à penser pendant une semaine que l'avancement du projet libre en question.

L'évènement en étant seulement à sa 2e édition, il suffit aux heureux gagnants de déposer dans les temps [une candidature](#) auprès de l'EPPLUG, détaillant le nombre de participants et les objectifs fixés pour cette semaine de travail intensif.

Les quatre projets de cette 2e édition sont :

- [Domogik](#)
- [Seeks](#)
- [Nobjet](#)
- [Dolibarr](#)

Et nous aurons l'occasion de revenir en détail sur chacun d'eux plus tard. Toutefois, les lecteurs consciencieux auront d'ores et déjà remarqué que « Nobjet », présenté aux RMLL 2010, est davantage un projet artistique qu'un projet logiciel. Et c'est bien là le deuxième aspect des H@ckWeeks

d'Amiens. En effet, la manifestation ne se limite pas à enfermer des codeurs ensembles avec des machines, mais s'accompagne de tout un [programme](#) embrassant la culture du libre ^[2] dans tous ses états. Projections de [films libres](#) ^[3], conférences sur l'art ou la cuisine libre, concerts de musique libre et ateliers permettant au public d'aller à la rencontre des développeurs de chaque projet rythmeront cette semaine intense.

Enfin, cerise sur le gâteau, vous allez pouvoir vivre ces HackWeeks hiver 2010 au quotidien, grâce au Framablog ! Ce ne sera pas exactement comme si vous y étiez certes, mais ça sera par contre vraiment comme si j'y étais ☐

Notes

[1] Les [Éleveurs de Pingouins Picards](#)

[2] Si chère au Framablog

[3] Notamment ceux de la fondation Blender, mais également les créations d'un certain LL de Mars, ou encore de l'artiste argentin Blu et québécois David Guillemette. La liste complète étant disponible [ici](#).